Retour de notre délégation de Chine et du Kampuchéa (Cambodge)

Première délégation française à se rendre au Kampuchea, elle était conduite par Jacques Jurquet, secrétaire général du Parti communiste marxiste-léniniste, et directeur politique de notre journal. Nous publierons dans le quotidien et dans le bimensuel une série d'articles de notre délégation.
Lundi 9 octobre, à 13 h, Jacques Jurquet sera interviewé en direct sur *France-Inter*.

Samedi 7 et dimanche 8 octobre 1978 – No 946

BP 81, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Lundi 9 octobre à 13 h, Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML sera interviewé en direct sur France Inter sur le voyage de la délégation française au Kampuchea.

Liberté pour Habib Achour et ses compagnons

C'est donc la peine de mort qu'a réclamée le procureur de la Cour de sûreté de l'État tunisienne à l'égard de trente dirigeants du syndicat UGTT.

Rappelons les faits qui ont abouti à ce procès : à la suite de provocations d'organisations fascistes téléguidées par le pouvoir contre des syndicalistes, l'UGTT, syndicat qui possède une grande influence dans la classe ouvrière tunisienne, appelait le 26 janvier dernier à la grève générale.

Alors que les travailleurs se rassemblaient devant le siège du syndicat ce jour-là la milice fasciste de Sayah, l'aile d'extrême-droite du parti gouvernemental néo-destourien agressait les grévistes. L'armée intervenait aussitôt, ouvrait le feu et assassinait 130 travailleurs. Le pouvoir accusait les dirigeants de l'UGTT d'avoir provoqué lesmassacres contre toute réalité. Ces dirigeatns étaient arrêtés et Bourguiba mettait à la tête de l'UGTT des fantoches.

C'est que la bourgeoisie tunisienne a une peur bleue du mouvement de masse qui s'est levé en Tunisie depuis plusier mois contre la misère et que les dirigeants de l'UGTT soutenaient et organisaient.

Tout comme en mai 1968 en France, le pouvoir tunisien invoque le complot étranger, la préparation d'un coup d'État et d'autres balivernes du même acabit, alors que la lutte est celle de tout un peuple contre son exploitation, la misère et la répression.

Développer notre solidarité de classe avec les trentes dirigeants qui risquent la peine de mort, développer une telle solidarité dans les sections syndicales afin de mobiliser les travailleurs et l'opinion pour obtenir la libération des dirigeants de l'UGTT, c'est là une tâche urgente. Liberté pour Habib Achour, secrétaire général de l'UGTT et pour les vingt-neuf autres dirigeants.

PARIS
Journée d'amitié franco-chinoise

Le samedi 7 octobre à la Mutualité

Voir le programme page 7

NOUVELLES MESURES DE BARRE CONTRE LES IMMIGRES

Tous unis ! Vigilance !

(Voir article page 3)

LES mesures prises par Stoléru contre les travailleurs immigrés, notamment le « million » pour le retour, ont échoué.

Le pouvoir envisage donc une escalade dans la répression. Il voudrait supprimer le renouvellement automatique des cartes de travail et prépare donc l'expulsion en grand des travailleurs immigrés.

Travailleurs français et immigrés, nous devons nous unir pour faire échec à ces mesures. Travailleurs français et immigrés, une seule classe ouvrière ! Tous unis, solidarité contre les expulsions !

Les navires israéliens bombardent les camps palestiniens

ALORS que Kurt Waldheim envoyait un émissaire de l'ONU à Beyrouth, on apprenait que des navires israëliens avaient commencé à bombarder les quartiers ouest de Beyrouth et particulièrement les camps palestiniens.

Les Palestiniens, qui s'étaient jusque là tenus en dehors du conflit qui ensanglante Beyrouth, sont donc à nouveau les victimes d'un conflit qui n'est pas le leur.

Cette nouvelle provocation sioniste avait reçu la veille l'aval des USA.

Une intense activité diplomatique s'est déroulée pendant toute la journée de jeudi autour des événements du Proche-Orient.

Au Liban, tout d'abord, où les combats se poursuivent et où l'armée syrienne pilonne depuis maintenant 8 jours les quartiers chrétiens, le conseil des ministres et le président Sarkis ont repoussé le plan français de règlement. Celui-ci a été considéré comme « irréalisable ».

On sait qu'il voulait faire intervenir une armée libanaise qui n'existe pas. Un autre plan, présenté par l'Arabie saoudite et le Koweit semblerait retenir plus l'attention. Il s'agirait de réunir à une même table des représentants libanais, syriens, saoudiens, du Koweit et Français. En attendant les bombardements qui se poursuivent, ont fait plus de 700 morts dans la journée d'hier.

Pour la première fois, Israël est intervenu directement. Les Israëliens ont d'ailleurs tenté de mêler les Palestiniens à ces affrontements alors que jusqu'ici ceuxci se sont tenus sur une prudente réserve. Ils trouvent ainsi un prétexte pour s'en prendre directement à eux.

Pendant ce temps, le président syrien Hafez El Assad rencontrait hier à Moscou, Brejnev. Ce voyage fait suite à la réunion du 21 septembre du « Front de la fermeté ».

Assad avait été mandaté pour demander à Moscou une aide militaire accrue. Nul doute qu'on en profite, au Kremlin pour renforcer les positions soviétiques au Moyen-Orient.

Brejnev aurait d'ailleurs proposé la tenue d'une sorte de contre-camp David, sans la présence des Américains.

C'est clair que l'URSS cherche à se présenter aujourd'hui comme à la tête de tous ceux qui s'opposent aux résultats de l'accord de Camp David en se servant pour cela du « Front de la fermeté » comme d'un tremplin.

Un eombre cependant dans le ciel de Brejnev. L'Irak a demandé que se tienne le premier novembre une conférence générale de tous les États arabes, seuls pour l'instant l'Egypte et la Syrie n'ont pas été invitées.

Cette conférence, qui doit se dérouler à Bagdad au niveau des ministres des Affaires étrangères, aura pour but d'examiner les résultats de Camp David. L'OLP, l'Arabie Saoudite et la Jordanie lui ont d'ores et déjà donné leur appui.

Cette rencontre semble destinée à faire pendant au dernier sommet du Front de la fermeté. Il était en effet apparu à beaucoup que ce sommet, en s'en remettant à l'URSS, avait en définitive mal servi les intérêts du peuple palestinien. Il est d'ailleurs significatif que l'OLP soit dans les tout premiers à soutenir cette conférence de Bagdad.

L'importation de techniques étrangères en Chine

Pour le peuple chinois

Importer ce qu'il y a de meilleur à l'étranger ne veut pas dire que le peuple chinois est incapable d'en faire autant. Ci-dessous le complexe pétrolier de Taking, construit par le peuple chinois en comptant sur ses propres forces.

LA Chine et le Japon ont passé un accord pour la construction en Chine de l'un des plus grands complexes sidérurgiques du monde.

D'une capacité annuelle de dix millions de tonnes d'acier, ce complexe produira à lui seul le sixième de la production d'acier planifiée pour 1985 ! C'est donc un événement important pour le développement économique de la Chine. Mais c'est aussi un événement qui remet à l'ordre du jour la question de l'importation par un pays socialiste des techniques avancées de l'étranger.

Depuis 1976, on assiste en Chine à un renouveau des importations d'équipements et de techniques modernes, fabriqués par des pays comme le Japon, la France, les USA, etc. On assiste aussi à des échanges d'expériences dans le domaine scientifique. Par exemple, des chercheurs étrangers viennent en Chine et travaillent en collaboration avec des Chinois.

Certains présentent ces faits comme la marque indéniable d'un changement radical avec l'ancienne politique économique suivie auparavant par la Chine. Ils disent qu'en important de l'étranger, la Chine renonce au principe défini depuis toujours : « *Compter sur ses propres forces* ».

UNE POLITIQUE DÉJA ANCIENNE

D'abord, il faut rappeler que le principe « *Compter sur ses propres forces* » ne doit pas être conçu de façon unilatérale. En fait, comme l'indiquait déjà le camarade Mao Tsé-toung, dans « *Les dix grands rapports* », en 1956, il s'agit de compter *principalement* sur ses propres forces et *secondairement* de prendre l'aide extérieure comme appoint. C'est justement cette combinaison entre les deux que la bande des Quatre a niée, déclarant qu'il fallait compter *exclusivement* sur ses propres forces.

Il n'y a donc pas *changement* de politique, mais au contraire *réaffirmation* de principes formulés dès le lendemain de la Libération, principes qu'il faut appliquer dans toute leur complexité.

RENFORCER L'INDEPENDANCE

Autre point important : ne pas opposer l'aide étrangère à l'appui sur ses propres forces. En effet, l'importation de techniques modernes étrangères doit servir le développement économique du pays et non le freiner. Quiconque a visité la Chine a pu voir, par exemple, des machines à coudre qui ressemblent beaucoup au modèle « Singer » que l'on connait chez nous. Il est évident que pour le fabriquer, il était plus rapide de prendre un modèle courant de l'étranger et de le reproduire, quitte à faire quelques changements, plutôt que de refaire toutes les recherches et les essais pour arriver, finalement, au même résultat, mais avec plusieurs années de retard.

Cet exemple simple montre que l'importation de techniques étrangères n'est pas forcément mauvaise en soi. Si elles sont mises au service du développement économique du pays, elles renforcent l'indépendance. L'exemple du nouveau complexe sidérurgique est lui aussi probant : en l'important du Japon, pays capitaliste, la Chine va augmenter considérablement sa production d'acier, et donc renforcer son indépendance économique. Ce n'est que la stricte application du principe : « *Mettre ce qui est étranger au service de ce qui est national* ».

DES FUSEES POUR LE PEUPLE

Il y a aussi beaucoup de monde qui pensent qu'en important des techniques de l'étranger, la Chine importe en même temps les méthodes capitalistes de gestion et d'exploitation des travailleurs. Ils craignent qu'en se modernisant, la Chine ne devienne un pays capitaliste. Mais est-ce qu'un frigidaire, une machine à coudre, une fusée, un tracteur, un rayon-laser sont en soi des produits bourgeois ? Non, bien sûr !

Le problème n'est pas de se moderniser mais de savoir à qui sert cette modernisation, qui la maitrise, pour quel objectif ?

Un satellite, envoyé par les impérialistes américains pour mener des activités d'espionnage, ne sert pas le peuple américain, il sert les objectifs impérialistes de la bourgeoisie américaine. Un satellite de communication chinois sert le peuple chinois qui détient le pouvoir.

Car voilà bien le nœud du problème : c'est le peuple qui détient le pouvoir en Chine, qui bénéficie des importations étrangères, qui les décide.

Claude LIRIA

Le PCI au secours de la politique de Callaghan

Décidément le PCI évolue très vite en ce moment . On se souvient qu'il y a quelques temps, Berlinguer avait déclaré que le terme qui le qualifiait le mieux était « *révolutionnaire conservateur* » (tout un programme...). Au moment même où Berlinguer, de passage à Paris dans un voyage qui doit le mener à Moscou, puis à Belgrade, rencontrait Marchais pour parler très certainement des problèmes qui les opposent sur l'Europe, Pajetta, le numéro deux du PCI était lui en Grande Bretagne. Plus exactement, il était à Blackpool, invité au congrès du Parti travailliste britannique. « *Nos rapports avec les sociaux-démocrates sont nouveaux* » affirmait-il ouvertement. Cela semble d'ailleurs se confirmer par le fait qu'il semble que plus les relations entre Berlinguer et Marchais se dégradent, plus celles entre le PCI et le PS semblent bonnes. C'est ainsi que l'on voit actuellement des interviews de Claude Estier dans *Paese Sera*, l'organe officieux du PCI. Vu les rapports actuels entre le PCF et le PS, cela soit donner des choses assez joyeuses entre les deux « partis frères ».

Le record concerne pourtant ce congrès de Blackpool. On se souvient qu'à la suite des grève ouvrières, du refus des syndicats de les suivre et de l'opposition de sa propre base, le premier ministres travailliste James Gallaghan avait été mis en minorité dans son propre parti sur le problème de sa politique de limitation systématique des salaires. Eh bien, Pajetta n'a rien trouvé de mieux à dire que « *Le contrat social du premier ministre britannique est une expérience importante, car elle évite que le poids de la crise économique ne retombe sur les épaules des classes populaires* ». Sans commentaires...

l'humanité rouge

L'Humanité rouge
Pour toute correspondance
BP 61 75861 Paris Cédex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tél : 205 51 10
Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : intérieur : Claude Buisson – Front ouvrier : Gilles Carpentier – International : Annie Brunel

Les imprimeurs sont en grève depuis 3 mois

Trois grands journaux newyorkais ne paraissent plus

Cela fait maintenant près de 60 jours que 1 500 imprimeurs new-yorkais dont en grève.

Les travailleurs des imprimeries du *New York Times*, du *Daily News* et du *New-York Post* se sont mis en grève le 9 août dernier, suite au nouveau règlement mis en vigueur par les patrons. Ce règlement a pour conséquence de réduire l'effectif des imprimeurs de moitié et d'accélérer le rythme de travail.

L'Etat est intervenu pour faire aboutir les négociations qui se sont tenues les 25 et 26 septembre. Les patrons ne voulant pas céder, aucun accord n'a été conclu et la poursuite de la grève a été décidée par les travailleurs.

Cette greve suspend la publication de trois grands journaux qui totalisent un tirage de 3,3 millions d'exemplaires. Les activités économiques de New-York s'en trouvent affectées.

Par ailleurs, les ouvriers de vingt papèteries situées le long de la côte ouest des Etats-Unis sont eux aussi en grève depuis trois mois.

Billet

Le gouvernement bulgare s'est déclaré disposé à coopérer avec la Grande-Bretagne pour élucider le mystère de la mort subite de deux opposants en quinze jours.

Sans doute les policiers bulgares ont-ils également manifesté leur désir d'interroger dans le cadre de cette enquête les neufs autres opposants travaillant à la BBC. La police anglaise vient en tout cas de décider de les placer sous sa protection. On n'est jamais trop prudent...

Nicaragua

Négociations le week-end prochain

LE week-end prochain, auront lieu des négociations sur l'avenir du Nicaragua avec la médiation des USA, de la République dominicaine et du Guatemala. L'opposition exige comme base minimum le départ de Somoza ; Somoza: quant à lui, veut rester.

Le nouveau gouvernement provisoire du Nicaragua rassemble diverses branches de l'opposition. Trois hommes le représentent : Sergio Ramirez du *Groupe des douze*, Rafaël Cordova Ribas de *L'Union démocratique de libération* et Alfonso Robelo Callejas du *Mouvement démocratique du Nicaragua*. Ce gouvernement a reçu le soutien du Front sandiniste qui a lancé le 9 septembre l'appel à l'insurrection générale.

Ces trois hommes, connus comme représentants de l'opposition ont fait savoir qu'ils acceptaient de participer à ces négociations à condition que l'objectif de celle-ci soit d'accélérer le départ de Somoza. Ils refusent de s'associer à tout accord qui prévoierait le départ de Somoza dans un temps éloigné ou son remplacement par le frère ou le fils du dictateur.

Les Etats-Unis, semblent prêts à accepter le départ de Somoza et prêts à accepter son remplacement par un gouvernement de transition qui organiserait des élections libres. Somoza, quant à lui, n'est pas d'accord, il veut rester jusqu'en 1981 , date à laquelle expire le mandat présidentiel qu'il s'est octroyé lui-même. Ainsi, les USA se préparent à abandonner Somoza après l'avoir soutenu lors des massacres que ce dernier a provoqué contre la population le mois dernier. Les représentants de Carter ont déclaré mercredi que cette médiation était le dernier moyen pour persuader Somoza de se démettre avant que n'éclate une nouvelle guerre, cette fois sur une plus grande échelle.

Quant à la proposition des autres participants, elle est également claire : le gouvernement du Guatemala a toujours soutenu la dictature de Somoza alors que la République dominicaine n'a pas caché son soutien pour ceux qui luttaient contre la Garde nationale.

Les USA se présentent donc en arbitre suprême. Et pourtant, ils savent que la décision finale ne leur revient pas. Si le départ de Somoza n'est pas décidé et effectif rapidement, le peuple prendra les armes. L'impérialisme américain le sait, c'est pourquoi, il veut faire vite et il compte beaucoup sur cette médiation.

Evelyne LE GUEN

De nouvelles mesures contre les immigrés

LES déclarations sur l'immigration faites par Barre mercredi à l'Assemblée nationale sont pleines de menaces pour nos frères immigrés. Elles annoncent une intensification de la répression à leur égard.

« Il est nécessaire de reconsidérer le problème des travailleurs immigrés en France. Pendant longtemps, nous avons importé des travailleurs immigrés... il est normal au moment où la situation de l'économie française change, qu'au moment où des problèmes d'emplois se posent pour les jeunes français, nous ayons à reconsidérer notre politique d'immigration. » A travers le mépris fortement teinté de racisme, et le mensonge éculé mais toujours repris selon lequel les immigrés seraient l'une des causes du chômage, Barre annonce bel et bien un renforcement des mesures répressives à leur égard.

Stoléru avait essayé la carotte du « million pour le retour ». Cette escroquerie au retour a connu un échec lamentable. Autre échec de Stoléru et de la Sonacotra, ils n'ont pu briser la lutte engagée depuis quatre ans par les résidents et qui connait un élargissement de plus en plus important.

Que ce soit Barre lui-même qui annonce de nouvelles mesures est un signe de la volonté du pouvoir d'accentuer la répression contre les travailleurs immigrés. Parmi les mesures déjà prévisibles il y a le non renouvellement automatique des cartes de travail.

La majorité des travailleurs algériens doivent renouveler leurs cartes de travail vers 1980.

Le pouvoir va donc tenter d'exploiter ceci pour refuser de nombreuses cartes et donc pour expulser nombre de travailleurs algériens. Le dernier trimestre de l'année est aussi une période de renouvellement des cartes de travail. Le pouvoir voudrait ne pas en renouveler un grand nombre.

MENSONGES ET PRETEXTES

On doit observer qu'en même temps qu'il organise l'expulsion massive des travailleurs arabes, le pouvoir organise l'immigration de réfugiés du sud-est asiatique qu'il introduit par milliers. Ce qui gêne considérablement le pouvoir, c'est que nos frères arabes ne sont pas une main-d'œuvre docile. Ils participent à de nombreuses luttes et sont souvent à leur tête. Avec les réfugiés du sud-est asiatique le pouvoir espère pouvoir disposer d'immigrés dociles qui accepteraient de travailler dans n'importe quelles conditions.

Nous devons faire preuve de vigilance face aux expulsions. La solidarité avec nos frères immigrés, le soutien à leur lutte, celle de la Sonacotra en particulier doit se renforcer et s'élargir.

Procès SONACOTRA

Saint-Denis

Appel des résidents du foyer Romain-Rolland

Le comité des résidents Sonacotra, 93 avenue Romain Rolland, à Saint-Denis, appelle tous ceux qui soutiennent leurs revendications et leur lutte à venir manifester vendredi 13 octobre devant le tribunal d'instance, 22 bis rue Gabriel Péri, à Saint-Denis, contre le jugement de six résidents grévistes.

Le comité des résidents vous invite à une réunion le lundi 9 octobre, à 20 h pour préparer la risposte et la mobilisation.

Créteil

Nouvel échec pour Stoléru

Le tribunal des référés de Créteil (Val-de-Marne) a annulé, jeudi, le procès de huit grévistes du foyer Sonacotra du Plessis-Trévise. Il estime, en effet, qu'il n'a pas été convenablement saisi. La Sonacotra va certainement lancer de nouvelles assignations.

C'est là un nouvel échec pour Stoléru ; jusqu'à présent, aucune poursuite contre les grévistes de la Sonacotra n'a abouti.

PTT-Pontoise

Oui, on peut faire plier l'Administration

La grève durait depuis le 27 septembre. Maintenant, on peut dire « durait » puisque le 5, à minuit, les travailleurs ont repris le travail. Rassurez-vous de suite, le centre était occupé depuis le 4 à minuit, mais ce n'est pas à cause des flics que les gars ont repris le boulot, mais bien parce que l'administration a reculé ! En effet, quarante-six emplois demandés était le seuil minimum que les grévistes s'étaient fixé. Jeudi soir, en fin de journée, ils apprenaient que la direction lâchait bien quarante-six emplois et ils ont voté la reprise du travail.

De même, elle prévoyait initialement soixante-dix emplois pour les centres de tri de la région parisienne, maintenant elle passe à 250. La trouille d'avoir à faire face à d'autres « Pontoise » l'a fait passer à ce nombre. Quant aux quatre avertissements pour prise de parole en assemblée générale, elle n'en veut rien savoir.

Évidemment, on est loin du nombre d'emplois nécessaires pour éviter une aggravation des conditions de travail dans les centres de tri.

La lutte de Pontoise à valeur d'exemple car elle est la preuve que l'administration n'est pas toute puissante et que, uni dans l'action, il est possible de la faire reculer.

Bien sûr, le soutien des autres centres a été lent à se manifester et seul Créteil est venu... Cela donne à penser un peu de la force que pourrait représenter une grève comme Pontoise si, dès les premiers jours, un soutien effectif était réellement pris en main dans les autres centres et coordonné.

Une autre remarque. C'est bien la lutte et non le débat sur le budget PTT au Parlement qui a permis aux travailleurs d'obtenir davantage d'effectifs.

Centre de tri de Créteil

En Grève !

Mercredi matin, l'encadrement donne l'ordre à trois préposés de passer de l'ouverture des liasses au transbord. Par là, l'administration vise à accroitre la mobilité des travailleurs, de façon à combler les manques d'effectifs. C'est une intensification de l'exploitation.

Les trois préposés refusent de changer de position de travail et d'aller au transbord. Évidemment, sanction des préposés. La CGT, CFDT et FO, devant l'intransigeance du directeur, appellent à la grève qui est majoritairement suivie. Il est nécessaire de soutenir les grévistes de Créteil qui, déjà avec leur lutte du printemps dernier, ont une riche expérience de la lutte contre l'Etat-patron.

Le PCF demande l'arrêt de l'immigration

Le groupe des députés du PCF à l'Assemblée nationale a publié un communiqué qui ne peut que provoquer l'indignation. Certes, le début du communiqué dénonce les déclarations de l'Assemblée nationale comme alimentant le racisme, la xénophobie et la division des travailleurs, etc. Mais, la suite du communiqué fait état des propositions du PCF sur l'immigration et, alors là, tout change : *« Toutefois,* conclut ce communiqué, *s'opposant à l'élargissement de la CEE et donc à l'extension de la libre circulation de la main-d'œuvre, il* (le groupe PCF) *se prononce pour l'arrêt de toute nouvelle immigration. »* Cette position met en cause le droit des travailleurs étrangers à venir librement travailler en France. Or, leur immigration est la conséquence de plusieurs dizaines d'années de pillage de leur pays par l'impérialisme. Aussi, leur droit à la résidence et au travail nous parait-il être la pierre de touche de la solidarité avec eux. Le communiqué des députés du PCF établit la division entre les ouvriers français et immigrés. C'est un communiqué chauvin qui, par bien des côtés, reprend, quant au fond, la politique du pouvoir contre les immigrés.

Montreuil

Un travailleur immigré menacé d'expulsion

Un ouvrier immigré travaillant à l'entreprise Dufour de Montreuil est menacé d'expulsion. Brahim Amouche réside en France depuis novembre 1976 et l'autorisation provisoire de séjour lui a toujours été délivrée.

Le 19 septembre, Brahim était convoqué au commissariat de Bagnolet-ville, la police lui annonçait qu'il devait quitter la France au plus tard le 27 septembre. Aucune raison légale ne peut motiver cette décision. C'est là l'application de la politique raciste du pouvoir. Les ouvriers de chez Dufour ont réagi et réussi à empêcher jusqu'à présent l'expulsion.

La direction de la SNCF recule

La SNCF a décidé de suspendre son projet relatif au train-poste de Normandie et d'ouvrir avec les syndicats des négociations sur cette question. La préavis de grève pour les trois premiers jours de la semaine qui arrive a été suspendu. C'est un recul même s'il n'y a rien sur les autres revendications.

Pour les catégories de personnel qui devaient faire grève aujourd'hui, à Rennes, le sentiment dominant, la veille du mouvement chez ces travailleurs, était l'incompréhension face au fait que la grève soit faite une catégorie du personnel après une autre. A la gare de l'Est à Paris, c'était le sentiment d'inefficacité de ce type de grève : *« Encore une grève de 24 h »*.

A Dijon, vendredi matin, le mouvement a commencé et la mobilisation était inégale, en particulier à la SERNAM et au secteur de régulation où il apparaissait un peu parachuté à cause d'une préparation insuffisante de la grève, mais il était cependant meilleur qu'en 1976.

A Dijon-ville par contre (autre catégorie de personnel), le mouvement a démarré fort : 90 % de grévistes. Il y a des piquets de grève combatifs. En particulier, des ouvriers qui avaient pris leur travail ont été débauchés par leurs camarades grévistes. C'est le chef de gare et ses adjoints qui, ce matin, sont à l'aiguillage ! Aux autres postes, le sous-chef » ça doit le changer !

Mais la CGT a refusé le communiqué commun proposé par la CFDT et qui prévoyait la mobilisation de l'ensemble des filières.

Samedi 7 octobre
à 19 heures, Maison du Brésil, Cité universitaire
Boulevard Jourdan — Paris 14e

Meeting de commémoration du 50e anniversaire de la fondation du Parti communiste du Pérou (Patria Roja) avec le soutien du comité pro-fondation du Parti des travailleurs dominicains, le PTH (Haïti), le PCA(ML) (Argentine).

Internationale de la répression

Arrestations combinées en Pologne et en Tchécoslovaquie

Les polices tchèques et polonaises ont opéré dimanche 1er octobre une opération combinée contre des représentants de la Charte 77 et du comité polonais d'autodéfense sociale alors que ceux-ci tentaient de se rencontrer.

Parmi eux, le porte-parole de la Charte 77, Jaroslav Sabata qui à été inculpé de résistance à la force publique. Sabata a derrière lui plusieurs années de résistance contre l'occupation soviétique. Alors membre du Comité central du Parti, Sabata, déclarait dès le 31 août 1968 : *« Je suis d'avis que notre souveraineté nationale, en tant qu'État, a été lourdement violée et que la normalisation est conditionnée par le départ des armées (...) Le camarade Rytir parle d'amitié active avec l'URSS ; nos citoyens ne la ressentent pas aujourd'hui. Nous ne saurions appliquer une politique d'amitié avec les pays socialistes qu'à condition de lutter pour notre souveraineté nationale, contre tout ce qui l'a déformé »*.

Par la suite, Sabata s'en est maintenu à cette position. En 1972 il avait déjà subi une condamnation à six ans de prison. Il est depuis quelques temps porte-parole de la Charte 77. Il était depuis lors soumis à une surveillance constante.

Les habitants du Marais ont besoin du soutien le plus large lundi

Dans le Marais, les habitants en lutte contre les expulseurs (c'est-à-dire les banques et Chirac-maire, main dans la main) sont traduits en justice le 18 octobre par la Régie immobilière de la ville de Paris. Aux yeux de la RIVP, pas de doute les habitants qui se battent pour leur logement, mettent en cause ses affaires, alors elles *réclament 67 millions* pour *« retards de travaux »*.

Elles demandent 67 millions aux cinq familles qui, parce que mal logées, ont occupé des logements dans l'îlot Saint-Paul et à trois habitants du quartier, parce qu'ils font partie de l'Intercomité du Marais. La RIVP s'en prend à trois personnes individuellement, mesures d'intimidation : *« Que celui qui demain ose s'associer sache à quoi il s'expose »*. Le droit de se défendre aurait donc des limites : on ne doit pas toucher aux profits de l'immobilier, sinon...

Pour riposter, venez nombreux à la réunion publique, organisée par l'Intercomité du Marais, le lundi 9 octobre à 20 h 30, au 7, rue des Lions Saint-Paul.

La Ciotat

1212 ouvriers licenciés

La direction des Chantiers navals réclamait 1 334 licenciements, l'inspection du travail a donné le feu vert pour 1 212. Les ouvriers ont commencé à recevoir les lettres de licenciement.

L'assemblée générale des ouvriers convoquée par l'intersyndicale (CGT,CFDT, FO, CGC) a décidé d'une manifestation ce matin vendredi devant la direction des Chantiers, et le maintien des ouvriers licenciés à leur poste de travail.

L'intersyndicale a également décidé de mettre les sirènes de la ville en marche si les flics étaient envoyés à titre préventif en ville. Les employés de plusieurs entreprises de réparations et de peinture navale de Marseille ont voté la grève illimitée en particulier à Sud-Marine (filiale de Terrin).

Ils sont méchants

SI les résultats électoraux du PCF sont en baisse, si l'influence du PCF est en recul et si la diffusion de *l'Humanité* fléchit, c'est la faute des médias, télé, radio et journaux qui mènent une campagne déloyale et mensongère contre le PCF.

Telle est la surprenante démonstration que sont censées fournir les deux pages spéciales de *l'Humanité* du 5 octobre. *« Deux pages spéciales qui seront massivement distribuées dans les entreprises du pays ».*

Ainsi, les grandes moyens d'information, de plus en plus concentrés entre les mains du pouvoir, dénigreraient le PCF, déformeraient sa politique et laisseraient peu de place à ses dirigeants sur les antennes et sur les ondes. Pour preuve de ces mauvais traitements, *l'Humanité* aligne sur deux pages une énumération laborieuse. Par exemple, le journal *Est-Éclair* dit de Marchais qu'il *« assène ses affirmations avec une conviction granitique et son propos sans cesse martelé ne varie jamais d'un iota »* tandis que *Le Matin* décrit la prestation littéraire de Mitterrand à la télévision comme *« un entretien magistral d'une sérénité à peine entamée par les brûlots de la politique »*.

Vous le voyez, il y a « deux poids et deux mesures ».

Ce n'est pas en se regardant dans une glace que Marchais s'est acquis une réputation de bête de télévision.

Le PCF n'est pas aussi bien traité par l'information que le PS, le RPR ou l'UDF. Soit. Encore faut-il nuancer. Car enfin, ce n'est pas en parlant devant une glace que Marchais s'est acquis une réputation de bête de télévision. Quant à *l'Humanité*, elle reçoit bien des subventions gouvernementales comme les autres « grands journaux ».

Du temps où le PCF était un parti révolutionnaire, il eut à supporter autre chose comme campagne hostile et haineuse de la part de la bourgeoisie. Ses chefs étaient jetés en prison. Et cela n'était pas pour étonner les communistes de l'époque. En effet, doit-on attendre de la bourgeoisie qu'elle fasse preuve de fair-play et d'objectivité à l'égard d'un parti révolutionnaire ?

Mais le PCF n'est plus le parti révolutionnaire qu'il était. D'ailleurs, tant de protestations vertueuses sur la « morale du journalisme » ont de quoi surprendre venant des dirigeants de ce parti quand on sait avec quelle facilité ils usent du mensonge et de la calomnie comme moyen de lutte politique. Rappeez-vous des « gauchistes-fascistes payés par Poniatovski » qui leur servaient à désigner les travailleurs révolutionnaires ou de Pierre Overney qu'ils qualifièrent de « provocateur ». Bref, en matière de mensonge et de dénigrement, Monsieur Marchais, vous n'êtes pas un enfant de chœur. Tout cela fait partie des mœurs politiques de la bourgeoisie.

Mais la question n'est pas là.

Le problème posé par ces deux pages de *l'Humanité* est le suivant : les échecs, les reculs du PCF sont-ils imputables à des causes externes (ici l'hostilité des journalistes) ou à des causes internes, la ligne politique et la stratégie suivies par ce Parti ?

Si les militants de base se posent des questions, si les électeurs du PCF s'abstiennent à l'occasion des élections, est-ce parce qu'ils sont intoxiqués, comme le suggère *l'Humanité*, ou bien parce qu'ils n'ont plus confiance en une stratégie (Union de la gauche) qui mène à l'échec.

Les dirigeants du PCF ont répondu à cette question : leur ligne est juste, leur parti démocratique, mais les gens sont méchants. On peut douter qu'ils réussissent à convaincre beaucoup de gens.

Pierre MARCEAU

Menace maritime de l'URSS

« Le risque de coupure des approvisionnements (de la France) *ne cesse de grandir en raison du développement de la menace potentielle s'exerçant sur le trafic et sur les sources d'approvisonnement ».*

Telle est l'opinion du chef d'état-major de la Marine nationale, l'amiral Lannuzel. *« Cette menace est liée (...) au déploiement des forces navales soviétiques dans les principales zones du trafic maritime qi va de pair avec l'influence grandissante de l'URSS en Afrique »*, **et plus loin, il ajoute :** *« Hors d'Europe, une crise peut donc apparaitre et dégénérer en conflit limité sans entraîner forcément la menace d'emploi de l'arme nucléaire. Un tel conflit peut durer longtemps, revêtir des formes diverses et conduire progressivement à l'asphyxie économique du pays. »*

Partant de cette analyse, l'amiral Lannuzel préconise le renforcement de la flotte logistique qui, d'après lui, *« a toujours constitué le point faible de la marine française. »*

Par ailleurs, des informations de source occidentale indiquent que l'URSS se prépare à construire un porte-avions de 60 000 tonnes. Ce serait le premier de cette taille capable, comme plusieurs porte-avions US, de transporter de 70 à 90 avions. Il serait destiné à équiper la flotte soviétique du Pacifique.

La Chine devient membre de la Fédération internationale d'athlétisme

C'EST jeudi, après quatre heures de débat, que la République populaire de Chine a été admise dans la Fédération internationale d'athlétisme d'où elle s'était retirée en 1958 après l'admission de Taïwan sous le prétendu nom de République de Chine. La condition de sa réintégration était, bien entendu, la reconnaissance d'une seule Chine dans le cadre de la Fédération et donc l'exclusion de Taïwan.

Cela faisait longtemps qu'il était question d'une réintégration de la République populaire de Chine dans la Fédération internationale d'athlétisme, mais elle se heurtait à l'opposition de ceux qui ne voulaient pas en voir exclure Taïwan, pourtant partie intégrante de la République populaire de Chine. Ainsi, John Holt, directeur exécutif de la Fédération, pouvait déclarer récemment à *l'Équipe :*

« Tous les pays membres de l'IAAF (Fédération internationale d'athlétisme) sont bien d'accord pour admettre que la Chine de Pékin doit redevenir membre de droit de la Fédération internationale d'athlétisme. Mais il reste dans sa demande de qualification une exigence à laquelle il semble difficile de souscrire. Je vais faire une photocopie de la demande officielle de Pékin pour la transmettre aux différentes fédérations. Il est clair que la Chine de Pékin demande sa réadmission et l'assortit d'un vœu très ennuyeux : l'éviction de Taïwan. »

QUATRE HEURES DE DÉBATS

Quatre heures de débats ont précédé le vote qui est intervenu dans la soirée de jeudi. La demande de réadmission qui excluait Taïwan de la Fédération internationale avait été appuyée devant le congrès par les représentants de douze pays dont le Japon, l'Inde, la Yougoslavie, la Roumanie, le Koweit, la Tunisie et le Sénégal. Plusieurs délégués, dont ceux de l'Autriche, de la Suisse, de la Grande-Bretagne, de la RFA proposaient plutôt la coexistence de la Chine et de Taïwan en ne reconnaissant plus à cette dernière le nom de République de Chine. Le délégué des États-Unis s'est, quant à lui, prononcé très ouvertement pour le maintien de la « République de Chine » au sein de la Fédération internationale.

La Chine a dépassé le nombre minimum d'affiliation à cinq fédérations pour être membre du mouvement olympique.

UNE SEULE CHINE

Finalement, la réaffiliation de la Chine a été adoptée par 200 votes contre 153 par le 21e congrès. La recommandation adoptée souligne que *« l'île de Taïwan est incluse dans les frontières politiques de la République populaire de Chine »* et indique que *« la Fédération internationale d'athlétisme a reçu la garantie que les athlètes de Taïwan pourraient prendre part aux compétitions internationales dans le cadre de la juridiction de la Fédération d'athlétisme de la République populaire de Chine. »*

C'est une nouvelle victoire pour la Chine qui avait réintégré, il y a quatre ans, la Fédération internationale de basket-ball, et est également membre des Fédérations internationales de lutte, de volley-ball, d'aviron-canoë, d'escrime et d'haltérophilie et a ainsi dépassé le nombre minimum d'affiliation à cinq fédérations internationales requises pour être membres du mouvement olympique.

Taïwan n'est qu'une partie de la Chine. Cette île est occupée par le régime de Tchang Kaïtchek, qui s'y est réfugié après sa défaite face aux troupes révolutionnaires chinoises et l'instauration de la République populaire de Chine en 1949.

Longtemps, les impérialistes, surtout américains, qui avaient soutenu Tchang Kaïtcheck contre la révolution chinoise ont voulu voir en Taïwan le représentant du peuple chinois, contre toute évidence.

C'est en se gagnant de plus en plus la sympathie des peuples du monde, en se gagnant la sympathie de nombreux pays du tiers monde, que la Répubique populaire de Chine a su se faire reconnaitre dans plusieurs organismes internationaux. Son adhésion à l'ONU fut un des sommets de ce processus.

CGT et pays de l'Est

Depuis le 9e congrès de la Fédération syndicale mondiale il semble que la direction de la CGT ait pris quelques distances avec les syndicats des pays de l'Est et qu'elle se soit mis à critiquer la situation qui règne là-bas. Cela est tout à fait intéressant. Mais cela nous laisse perplexe.

Pourquoi ? Dans le No 1 043 du *Peuple* (organe officiel bimensuel de la CGT), daté du 1er au 15 août 1978, que trouvons-nous à ce sujet ?

« *La CGT souhaite que les initiatives qu'elle a pris lors du 9e congrès favorisent la réflexion au sein de la FSM à laquelle elle demeure profondément attachée...*

« *Les difficultés apparues dans la FSM sont en grande partie la conséquence de la transposition en son sein de conceptions de syndicats de la plupart des pays socialistes avec lesquels la CGT a de sérieuses divergences.*

« *Les pays socialistes représentent une force qui contribue aux progrès de l'humanité et à la paix du monde ... La CGT se refuse à tout antisoviétisme et combat les campagnes de calomnies systématiques visant les pays socialistes* » (page 38 du No 1 043 du Peuple).

Il faudrait savoir si la réalité de ces pays ne justifie que de « sérieuses divergences » ou bien si au contraire, la situation qui y est faite à la classe ouvrière et au syndicat ne nécessite pas une dénonciation de ce qui n'a plus rien à voir avec le socialisme.

Quels sont ces syndicats avec qui Séguy entretient des relations amicales, fraternelles ? Qui représentent-ils ?

Ce sont des syndicats étroitement liés à l'appareil d'Etat qui font la loi là-bas décidant qui a du travail, qui n'en a pas, qui doit être élu aux postes de direction ou pas.

Ces syndicats regroupent 70 à 80 % des ouvriers selon les pays mais ces chiffres ne signifient rien en eux-mêmes puisque l'adhésion est quasi obligatoire. Les travailleurs y exercent-ils un quelconque pouvoir ? Pas du tout.

La création du « syndicat libre » en URSS, à l'initiative d'authentiques défenseurs des travailleurs, a été un révélateur pour nombre de travailleurs ici. Ce syndicat « libre » n'a rien à voir avec notre CFT ou CSL (voir HR No 861 du 5/4/78, page 5). Il s'agit d'un syndicat qui revendique l'indépendance par rapport au pouvoir fasciste.

Ses fondateurs sont tous en prison, déportés ou dans des asiles psychiatriques. Des grèves ont éclaté en 1975-76 à Dniepropetrovsk et à Vitebsk contre la hausse des prix et pour exiger l'augmentation des salaires.

Trois ouvriers des pays de l'Est n'ont-ils pas lancé un appel aux syndicats français courant mars 1978 pour que ces derniers réaffirment « *le droit des travailleurs (des pays de l'Est – NDLR) à s'organiser en des syndicat indépendants.* »

L'un des trois ouvriers, le Polonais Edmund Baluka avait été président du comité de grève des chantiers navals de Szecein en décembre 1970. Et chacun sait avec quelle violence ces grèves ont été réprimées.

Et puis, n'y a-t-il pas ces patrons français ou autres qui investissent dans les pays de l'Est — comme ceux du textile où les vêtements ressortent trois fois moins chers que s'ils étaient fabriqués chez nous. N'est-ce pas le patron de Montedison qui déclare qu'il ferme Montefibre à Saint-Nabord dans les Vosges parce qu'il préfère s'installer à l'Est où les ouvriers sont plus dociles (sic).

A notre connaissance, la direction de la CGT n'a jamais dénoncé ces faits, par contre elle dénonce l'installation d'usines dans les pays du tiers monde alors que la cause est la même : la recherche du profit maximum.

La liste serait encore longue des méfaits de la politique antiouvrière qui règne dans les pays de l'Est.

Non, ce n'est pas de l'anticommunisme que de faire de telles révélations, mais c'est clairement expliquer aux travailleurs de notre pays, aux adhérents et militants syndicalistes de la CGT que de telles pratiques antiouvrières ne relèvent pas du socialisme. C'est expliquer que la répression ne vise pas les ennemis du peuple, mais le peuple lui-même et si Séguy voulait aller jusqu'au bout de sa dénonciation, c'est ce qu'il dirait. Mais voilà, il ne le dit pas.

N'est-ce pas parce que le genre de « socialisme » qu'il préconise ressemble lui aussi comme deux gouttes d'eau à l'exploitation capitaliste.

Yves LEPIC.

Jeudi 5 octobre

3 000 lycéens et collégiens dans la rue

Plus de 3 000 lycéens et collégiens de trente-trois « bahuts » parisiens et de la région parisienne étaient dans la rue, jeudi 5 octobre, pour s'opposer au plan Beullac/Soisson.

Cette manifestation était appelée par la coordination permanente des CET/LEP (syndicat des élèves du technique) et par l'UNCAL (syndicat des lycéens sur la ligne politique du PCF).

La détermination des manifestants était grande. Dans les tracts qu'ils diffusaient, ils posent les revendications suivantes :

– *Des mesures spéciales pour les enfants de chômeurs (bourse spéciale, gratuité totale des transports, des fournitures scolaires et de cantine).*

– *Une prime de premier équipement de rentrée de 600 F ;*

– *Une allocation d'études mensuelle de 400 F ;*

– *La garantie d'un emploi conforme à leur formation ;*

– *La gratuité des fournitures scolaires et techniques ;*

– *La gratuité des cantines.*

Des slogans étaient repris en chœur par les manifestants : « *Beullac, t'es foutu, l'école est dans la rue* », « *25 par classe* », « *Beullac, tu fabriques des chômeurs* », « *CET, lycées, so, so, solidarité* ».

De grandes banderoles précédaient les manifestants regroupés par lycées, sur lesquelles on pouvait lire « *Bravo, pépé est titularisé* », « *Nos profs sont au chômage* ».

Cette manifestation parisienne appartient à une série d'actions engagées par les lycéens et collégiens. Ce jeudi, il était question de se réunir tous, mais l'action reprendra son cours les jours suivants dans chaque établissement et face à chaque rectorat.

Ainsi, samedi 7 octobre, l'opération « *écoles désertes* » sera suivie par des écoles primaires, des CES et des lycées du Val d'Oise et de la Seine-Saint-Denis.

Assez trinqué !

Laisser faire ou riposter ?

SI une grève dure éclate, bien sûr les capitalistes ont les CRS de l'appareil d'État bourgeois à leur service pour réprimer. Mais pour empêcher et dissuader les ouvriers de se battre et de s'organiser, les patrons ou leurs sous-fifres chaque jour emploient de nombreux prétextes.

Nous reproduisons ci-dessous des passages d'un tract envoyé par des ouvriers d'une usine sidérurgique d'Uckange (Moselle). Ces passages illustrent ce qu'est la démocratie bourgeoise : une dictature sur les ouvriers.

La tactique de harcèlement de la direction, service par service, atelier par atelier, n'a d'autre but que de museler les travailleurs en créant un climat de peur, renforcé par les faux bruits qu'elle fait courir sur une période de chômage, de licenciements éventuels...

Rappelons quelques faits :

– Contrôle des « quinze minutes de casse-croûte » un peu partout (certains ingénieurs-construction entre autres – y consacrent 45 minutes presque chaque jour) ; alors que le dérèglement des repas amène maladies nerveuses ou ulcères, il faudrait encore manger sur le pouce à toute vitesse. Il est vrai que ces messieurs mangent chaud et à heures régulières tous les jours.

– Imposition de tous les congés à l'agglo, quinze jours avant les vacances, alors que la réservation et organisation des vacances sont déjà faites.

– Interdiction pour les immigrés de prendre des permissions comme les années précédentes.

– Mutations incessantes d'un service à l'autre, les travailleurs devenant de plus en plus des pions que la direction trimbale au gré de ses intérêts.

– Licenciement abusif, pendant les congés, d'un travailleur immigré pour maladie, tentative de l'expulser de France. La maladie de ce travailleur n'est pas étrangère au fait qu'il ait travaillé au haut-fourneau et à l'agglo.

– Déqualification constante de beaucoup d'entre nous, abaissant encore notre pouvoir d'achat déjà diminué de toute part.

– Constitution de dossier, en vue de licenciement, par lettre d'avertissement à partir de pratique courante dans toute l'usine et par l'application d'un règlement vieux de vingt ans.

Voici un exemple : un extrait de la lettre de la direction, puis la réponse du travailleur.

Monsieur,

Le 22 mai, en fin de matinée, alors que vous deviez assurer la surveillance des dosomètres en l'absence du préposé, vous étiez tellement absorbé dans la lecture de votre journal que vous n'avez pas perçu la présence du directeur qui a dû tourner plusieurs fois autour de vous pour attirer votre attention.

Ce n'est pas ainsi qu'on exerce une surveillance efficace des installations, votre attitude dénote un manque de conscience professionnelle répréhensible et, à titre de premier avertissement, nous vous adressons un blâme avec inscription (...)

LETTRE DE RÉPONSE A LA DIRECTION

Monsieur,

Dans le courrier du 24 mai 1978, vous m'adressiez un blâme avec inscription à titre de premier avertissement pour avoir lu le journal, et ce, en votre présence, alors que je ne vous ai ni vu ni entendu venir. La lecture du journal à l'usine est tolérée dans la mesure où cela ne nuit pas au travail. Vendu aux trois portiers chaque matin, beaucoup de travailleurs et cadres le lisent sans que cela constitue un délit. Au poste que j'occupais en remplacement, surveillance des dosomètres, le fait de lire le journal n'empêche pas la panne ou l'arrêt d'un dosomètre, auquel cas cela s'entend tout de suite.

Vous vous emparez de ce fait pour accuser un manque de conscience professionnelle et m'adresser un blâme. Ainsi, ce qui est pratique courante dans l'usine et qui ne nuit pas à la bonne marche de l'entreprise, devient faute professionnelle dans ce cas.

Je suis d'autant plus surpris d'apprendre que la direction prend la conscience professionnelle en considération, dans une usine où l'on ne compte plus le nombre d'accidentés du travail par manque de sécurité ou suite à des ordres insensés.

Après l'accident mortel survenu à M. Piezack, qui nettoyait des bandes en marche sans dispositif de sécurité, sur ordre de la maîtrise, la réaction de M. Guyen a été de dire que M. Piezack faisait de l'excès de zèle.

Que dire encore de la conscience professionnelle de M. Dardaigne qui, au mépris des règles les plus élémentaires en matière de sécurité, propose, pour accélérer la charge du haut-fourneau 3, de couper le courant lors de la descente des skips et de rebrancher à deux mètres du sol.

En fait, vous ne pouvez juger de la conscience professionnelle d'un travailleur en une minute. Ceux qui sont le plus à même de le faire sont ceux avec qui l'on travaille ; ceux-ci n'ont pas eu à se plaindre de mon travail à l'agglomération.

Derrière un manque de conscience professionnelle qui n'existe pas, ne vous attaquez-vous pas à autre chose ?

Table ronde contre le projet Peyrefitte

«Le projet réinvente un régime conduisant au désespoir»

MERCREDI le Syndicat de la Magistrature organisait une table ronde sur le projet de Peyrefitte qui met sur pied un « régime de sûreté dans les prisons et restreint considérablement les permissions des détenus (voir encadré). Des personnalités démocrates étaient invitées à cette table ronde.

Monique Guemann (juge d'instruction sanctionnée par Peyrefitte au début de cette année) présidait la table ronde organisée par le Syndicat de la Magistrature sur le projet gouvernemental concernant les détenus.

Elle indiqua que ce projet mettait sur pied un régime où le juge condamnera automatiquement les prévenus au régime de sûreté sans savoir quel sera leur comportement en prison. C'est une remise en cause de la politique de réinsertion sociale dira-t-elle.

Le fait que le juge à l'application des peines soit encadré par deux personnages dépendant du ministère de la justice est une atteinte à l'indépendance de la justice. Ce projet, dira-t-elle, prétend remédier à deux choses : le caractère dangereux de certains détenus tout d'abord. Or, rien ne permet de dire bien au contraire qu'un tel projet améliorera les choses de ce point de vue. En second lieu, le ministère prétend que la loi actuelle n'est pas assez humaine. Or, il ne semble pas que le projet le soit davantage.

Ce projet souligna-t-elle a suscité l'opposition des organisations de magistrats et d'avocats.

LA PERMISSION N'ENTRAINE PAS LA DÉLINQUANCE

Après Monique Guémann, Monsieur Marcilhacy, sénateur et président de la société des prisons indiqua lui *« je ne suis pas certain que le phénomène de violence soit plus fort aujourd'hui qu'il y a cinquante ou quatre vingts ans. Avec ce projet le gouvernement fait deux pas en arrière... D'autres bavures auront lieu et alors je crains qu'on aille plus loin. Si, aujourd'hui, on fait deux pas en arrière plus tard, on en fera deux autres. »* Il indiqua que les statistiques n'étaient pas dramatiques en ce qui concerne les permissions de sortie et qu'il n'y a pas de rapport de cause à effet entre la délinquance et les permissions.

L'ENGRENAGE DE LA RÉPRESSION

Maitre Bredin, avocat et professeur à la faculté de droit de Paris, dira : *« Ce projet réinvente un régime conduisant au désespoir, au suicide et à la révolte, à la destruction de la personnalité des détenus »*. Il fit référence au système allemand. Pour quinze ans de prison cela fera 8 à 10 ans de régime carcéral . Une lourde condamnation peut être portée contre un individu sans que pour autant il soit socialement dangereux. Il y a dans ce texte l'amorce du système de la peine perpétuelle. Cette peine perpétuelle est celle qu'on nous proposera peut-être en substitut de la peine de mort quand on la supprimera.

En RFA où la législation n'est pas si différente de la nôtre, par un train de lois successifs, on a mis en place un système répressif abominable qui, pour l'instant, s'applique au seul terrorisme mais dont l'application pourra demain être étendue.

Il y a une logique interne. Chaque fois que l'on constate l'échec de la répression on aggrave celle-ci. Ce texte est dangereux par sa logique.

L'OPINION EST MANIPULÉE

Casamayor, juriste et écrivain, indiqua que le régime des permissions de sortie avait été institué non par mollesse mais par souci de la sécurité. Quand on dit qu'on le supprime pour servir la sécurité, c'est une plaisanterie de mauvais goût.

Pour lui, les prisonniers sont trop nombreux. Le gouvernement parle au nom de l'opinion dit-il. *« J'ai dernièrement eu l'occasion au cours d'une émission à laquelle participaient six femmes de milieu populaire en particulier, d'entendre celles-ci refuser la légitime défense, en allant au fond des choses avec toutes les nuances nécessaires »*. L'opinion n'est donc pas aussi alarmée qu'on le dit. L'équation, répression égale sécurité, est une imposture. Ceux qui veulent asservir les gens sont ceux qui leur font peur.

A la fin de cette table ronde, G. Blanchard secrétaire du Syndicat de la Magistrature indiqua qu'en prison le pouvoir considère que la liberté individuelle n'existe pas et qu'il s'agit uniquement d'un problème administratif. Ce texte, qui a pour prétexte la délinquance peut avoir une opportunité politique.

Il critiqua le fait que les députés du PCF n'aient pas voté contre lui et se soient abstenus.

Telles ont été quelques idées échangées au cours de cette table ronde à laquelle assistaient de nombreuses personnes.

Henri MAZEREAU

Le projet Peyrefitte

Ce projet créé une distinction entre deux types de détenus : les détenus non dangereux et ceux qui le sont. C'est là une distinction arbitraire aux dires mêmes des professionnels.

Ceux qui seront condamnés à au moins trois ans de prison pour crimes ou délits graves ne pourront bénéficier d'aucune liberté, permission, etc. avant d'avoir purgé la moitié de leur peine au minimum et les deux tiers au maximum. D'autre part, le juge d'application des peines sera encadré dorénavant par le procureur et le directeur de la prison. Cette mesure permettra au ministère de la Justice de faire la décision dans certains cas par l'intermédiaire de ces deux derniers personnages.

Ce projet a suscité l'opposition ferme des organisations de magistrats et d'avocats. Il remet en cause la réinsertion sociale des détenus dont les permissions de sortie sont un élément . Il ne peut que susciter la révolte dans les prisons.

La Chine et le tiers monde à la Foire internationale de Marseille

La 54 e foire internationale de Marseille vient de fermer ses portes. Elle est le reflet de l'activité économique régionale... et de ses problèmes.

En 1977, on pouvait y voir les Griffet et leurs grues, cette année les Terrin y sont pour manifester leur droit de « vivre de leur travail ». Mais la foire est aussi le reflet des changements intervenus dans le monde. En 1906, puis en 1922, se tenait sur ce même emplacement « l'exposition nationale coloniale ». Marseille servant alors de vitrine pour les produits pillés dans les colonies de Maghreb et d'Afrique.

En 1978, sur 33 pays exposants, 22 sont des pays du tiers-monde, des pays indépendant qui veulent garder la mainmise de leur avenir.

C'est une évolution qui se confirme puisque les quatre nouveaux venus sont des pays en voie de développement.

Dans leur majorité, ils cherchent à exporter des produits de l'artisanat, des produits alimentaires, des textiles et des matières premières.

Deux pays disposaient de pavillons indépendants (800 mètres carré) pour exposer leurs produits. La République populaire de Chine et la Roumanie.

Le pavillon chinois fut manifestement l'événement de la foire et les Marseillais se bousculaient pour admirer les 1 700 objets exposés. De la bicyclette aux bijoux de jade, des instruments de musique aux vêtements pour enfants, les vitrines se succèdent et suscitent l'étonnement, l'admiration, le respect pour le travail du peuple chinois.

Comme nous l'a déclaré le responsable du pavillon chinois, en décidant de venir à Marseille, la « commission pour le développement des rapports commerciaux » (Pékin) veut favoriser l'amitié et la compréhension entre les peuples chinois et français et promouvoir les relations économiques et commerciales.

Par rapport à 1974, année où la Chine était déjà à Marseille, le volume des échanges a progressé. En effet, d'une part la Chine manifeste *« une plus grande souplesse quant aux modalités commerciales avec l'étranger »*, d'autre part, l'éventail et la variété des produits exposés à augmenté.

Exporter des produits de l'industrie légère, des tapis, des articles d'artisanat de grande valeur (telles les sculptures sur ivoire) est un moyen important pour acquérir des devises et financer les importations de technologie avancée nécessaire à l'économie chinoise et au bien-être des masses.

Vu le succès remporté par le pavillon chinois et les besoins du développement des échanges avec l'étranger, les responsables chinois nous ont assuré de leur volonté de participer davantage à ce type de manifestation.

Correspondant

Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie

Le comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie organise une meeting d'information et de solidarité avec les syndicalistes emprisonnés et ce, à l'occasion du procès des dirigeants et responsables syndicalistes de l'UGTT devant la Cour de sûreté de l'État, qui se déroule actuellement à Tunis.

Ce meeting aura lieu le : dimanche 8 octobre 1978 à 15 h au 44, rue de Rennes Paris 5e Mo St Germain

Strasbourg

Le comité de résidents et le comité de soutien des foyers SONACOTRA communiquent :

La Sonacotra fait appel contre le jugement en référé de Strasbourg qui s'était déclaré incompétent dans le conflit qui oppose les résidents à la Sonacotra.

Les comités de résidents de Strasbourg et Colmar et le comité de soutien appellent tous les travailleurs à les soutenir et à se rendre au rassemblement devant le tribunal de le cour d'appel de Colmar, avenue Poincaré, le 9 octobre à 8 h.

«Journée nationale de la mendicité légalisée sur la voie publique»

Dimanche 8 octobre aura lieu sur l'ensemble du territoire ce que l'on appelle la journée nationale des Aveugles que nous appelons « Journée nationale de la mendicité légalisée sur la voie publique ». Nous ne pouvons cautionner cette quête qui nous discrédite auprès de l'opinion publique et entretient en son sein le mythe de « l'aveugle mendiant » : Ce n'est pas en remplissant des troncs que vous faciliterez notre insertion . Ne vous rendez pas complice par vos dons, de la création du ghetto où l'on nous enferme. Non à la mendicité. Respectez notre dignité.

Des aveugles qui veulent vivre.

Rentrée scolaire

Dijon

Les maitres-auxiliaires et les profs de gym n'acceptent pas les bricolages Soisson-Beullac

La rentrée ne s'est pas faite dans le calme et il y a de quoi ! : 500 maitres-auxiliaires de l'académie se sont trouvés sur le carreau, Soisson par son plan de « relance » veut réduire le sport à l'université (transfert de poste, réduction d'heures, etc.). Une des conséquences les plus scandaleuses de ces mesures est l'augmentation du nombre d'heures supplémentaires *« chaque fois que la situation le nécessitera »*.

On comprend la colère des enseignants qui, dès la rentrée, ont engagé des actions de protestation. Ces actions impulsées par la base se sont heurtées au bureaucratisme et au mépris de directions syndicales. Ainsi le 14 septembre, au cours d'une réunion de maitres-auxiliaires, le secrétaire académique du SNES ne trouve rien de mieux à faire que de régler ses comptes avec le secrétaire de la FEN, tout en imposant un mode de « débat » empêchant les maitres-auxiliaires d'exprimer clairement leurs problèmes. On sait également que des responsables syndicaux du SNES, très contents qu'il n'y ait plus que 300 enseignants au chômage, ont déclaré sans complexe qu'un maitre-auxiliaire obtient satisfaction lorsqu'il a du travail, même si la matière enseignée ne correspond pas à sa formation ! Beullac ne ferait pas mieux !...

Par ailleurs, des professeurs réactionnaires collaborent avec le système en quémandant des heures supplémentaires ou mieux encore en se permettant de signaler à l'inspecteur que l'enseignement assuré par un maitre-auxiliaire serait bien plus correct s'il l'était par un titulaire (lui-même qui obtiendrait ainsi trois heures supplémentaires). Enfin, certains directeurs zélés comme à Is-sur-Tille utilisent le bluff pour faire pression sur les enseignants : *« Vos collègues ont bien accepté des heures supplémentaires, pourquoi pas vous ? »*. Renseignements pris aucun enseignant n'avait été consulté.

Malgré ces pratiques écœurantes et le dispersion des maitres-auxiliaires, la lutte a pu s'organiser : dès la rentrée, des militants du SGEN ont mis en place des panneaux à l'ANPE pour contacter les auxiliaires à la recherche d'un emploi. Le 14 septembre, rassemblement de protestation devant le rectorat, le 25, grève des surveillants très largement suivie puis grève des professeurs d'éducation physique. Le 29 septembre : manifestations des professeurs de gymnatisque devant la direction de la Jeunnesse et les Sports, le 30, *« inauguration du monument aux sacrifiés de l'Education nationale »* : volume en bois et carton portant les noms des maitres-auxiliaires au chômage, déplacé dans le centre de Dijon.

Ces formes d'action doivent se poursuivre. Les enseignants n'acceptent pas d'être des marionnettes déplacées, surchargées et mises au chômage au gré des caprices de ministres-nouvelle-formule dont le but principal est de faire subir les contradictions du système éducatif capitaliste aux enseignants et en premier lieu aux maitres-auxiliaires. Ne laissons pas brader l'école publique : universités sacrifiées au profit des grandes écoles, gymnastique scolaire sacrifiée au profit des clubs privés, enseignements général démantelé.

Correspondant local et maitre-auxiliaire « de service »

Fermeture de classes dans la quartier de Cleunay Rennes

Chômeurs, parents, instituteurs, c'est tous ensemble qu'ils luttent !

Deux classes « une primaire et une maternelle » ont fermé leur porte à la rentrée. Elles font partie des vingt-huit fermetures décidées à Rennes par le comité technique paritaire de l'inspection académique. Les effectifs de ces deux classes ont été réparties entre les autres classes, ce qui donne dès la rentrée des effectifs de 35 élèves dans les classes de primaire et de 40 élèves en maternelle. Ça ne peut pas durer, les parents et les instituteurs réagissent, une pétition est lancée et on demande une audience à l'inspection académique qui est restée sans réponse.

Mardi, l'école était occupée et le mercredi, les bureaux de l'inspection académique ont été occupés par une quarantaine d'instituteurs et de parents.

D'autres actions sont prévues avec d'autres écoles en lutte à Rennes, en particulier avec l'école du Gacet.

De plus, ces actions vont se faire en liaison avec les remplaçants et les suppléant sans emploi.

Ils sont 30 à être sans emploi. Les remplaçants touchent 640 F par mois et les suppléants 400 F de l'ASSEDIC.

Manche

Couloirs de lignes à très haute tension

La Blontière petite commune du sud de la Manche, d'environ 400 habitants sera traversée par les couloirs d'une ligne à très haute tension (400 kWh dans un premier temps, plus de 700 après peut-être) qui doivent transporter l'électricité de Flamanville aux centres industriels de Caen et Rennes.

Une réunion d'information sur les inconvénients pour l'agriculture, danger pour la santé, a eu lieu le mercredi 28 septembre. Un [illegible] de la commune étaient représentés (principalement ceux concernés). Ont été abordés les inconvénients et dangers du projet EDF et l'absence d'information.

Le CRILAN (Comité rngional d'information et de lutte antinucléaire), invité à la réunion, a présenté un montage diapos sur les couloirs de lignes.

Un petit débat sur le choix du nucléaire avec ses conséquences (lignes très haute tension, déchets...) s'est [illegible] sur diverses propositions concrètes pour montrer l'opposition des paysans à ce projet.

Paris

Journée d'amitié franco-chinoise

A l'occasion du 29e anniversaire de la République populaire de Chine, l'Association des Amitiés franco-chinoises invite à la

JOURNÉE D'AMITIÉ FRANCO-CHINOISE
(Samedi 7 octobre 1978, de 14 h 30 à 23 h
Mutualité, 24, rue Saint-Victor, 75 005 Paris
(Métro Maubert-Mutualité)

Au programme :

FILMS : 15 h documentaires
17 h Le roi des singes (dessins animés)

EXPOSITIONS de xylographies, estampages photos

VENTES de livres, affiches, estampages, timbres, artisanat

DÉBAT : « Quels changements ? », les campagnes, la culture, les minorités nationales, la politique extérieure, le tourisme (avec films et diapositives)

à 20 h PARTIE ARTISTIQUE ET TABLE RONDE « La Chine de l'été 1978 » avec Régis Bergeron, Claudette Castan, Pierre Jakez Héljas, Alain Lefèbvre, Louis Le Pensec.

Le dernier numéro de

«Prolétariat»

spécial PCF est disponible

Prix 14 F
Passez vos commandes à *Prolétariat* – BP 320 13213 Marseille Cedex 1
CCP – 2130 89 H (Marseille)

A l'occasion de la parution de L'Humanité Rouge en tant qu'organe central du PCML

Abonnements spéciaux pendant une durée d'un mois

L'abonnement d'un mois : 15 F francs

L'URSS est-elle socialiste ? (5)

ALORS que les auteurs de « L'URSS et nous » tentent de défendre, en quelques pages, la politique extérieure de l'Union soviétique, nous avons vu, dans notre édition d'hier, que l'aide « soviétique » n'est rien d'autre qu'une exportation de capitaux de type impérialiste. Mais les dirigeants soviétiques insistent beaucoup sur la « *division internationale du travail* » et l'« *intégration économique* ». Qu'en est-il ?

Le principal foyer de guerre

Défilé militaire devant le Kremlin. Pour pouvoir imposer un repartage du monde à son profit, l'URSS a entamé la militarisation de toute son économie.

Les dirigeants soviétiques proclament qu'ils reconnaissent « *la souveraineté* » et l'« *indépendance* » des autres pays, proclament qu'ils forment avec les pays de l'Europe de l'Est « *une grande communauté socialiste* » et se présentent comme « *allié naturel* » du tiers monde. Mais toutes ces paroles sont autant de prétextes pour imposer leur « *division internationale du travail* » et prôner « *l'intégration économique* » afin de contrôler totalement l'économie, la politique et les affaires militaires des autres pays, pour y établir leur domination néo-coloniale.

Ils clament que la « *division internationale du travail* » est destinée à assurer « *le développement économique rapide* » des pays « *frères* », à « *éliminer* », « *combler l'écart dans les niveaux de développement économique entre les divers pays — accroître le bien-être du peuple travailleur* ».

Ces fallacieuses « *division internationale du travail et intégration économique* » consistent en réalité à forcer les autres pays à réorganiser leurs structures de production industrielle et agricole pour s'adapter aux besoins de l'URSS. Ces pays sont ainsi réduits au statut de champs d'investissements, de marchés, ou de sources de matières premières du social-impérialisme soviétique.

C'est ainsi que les pays membres du Comecon, du fait de la multiplication des structures supranationales, se voient retirer leurs droits souverains et ne peuvent plus développer leur production pour répondre à leurs propres besoins économiques. La presse roumaine a dit des structures du Comecon qu'elles sont « *déjà devenues des forces supranationales qui prévalent sur les gouvernements et les autres organismes juridiques de tous les pays, causant ainsi un grave préjudice à leur indépendance et leur souveraineté.* »

Au nom de l'« *harmonisation des plans* » et de la « *spécialisation de la production* », l'URSS prive ces pays du droit de déterminer leurs propres plans économiques et se trouve en mesure de contrôler à long terme les économies des pays membres du Comecon. C'est ainsi que des pays assez développés à l'origine comme la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Est, ont été forcés de se convertir en usines de transformation, annexes de l'industrie soviétique. En même temps, la Bulgarie, la Mongolie, Cuba, etc. étaient réduits, sous prétexte de « *satisfaire les besoins en produits agricoles des autres pays socialistes* », à devenir les vergers, potagers, fermes d'élevage ou plantations sucrières du social-impérialisme.

De la même façon, l'Union soviétique monopolise entièrement l'approvisionnement en carburants et en matières premières des industries des pays du Comecon et contrôle leur commerce extérieur.

Dans tous les domaines, les pays du Comecon sont exploités par le social-impérialisme qui veut les soumettre à une colonisation entière et totale et même en faire des républiques de l'Union soviétique.

L'impérialisme se caractérise par le partage du monde entre les diverses puissances impérialistes. Mais, lorsque des changements interviennent dans l'équilibre des forces, la puissance impérialiste la plus récente, exige un nouveau partage du monde en accord avec le nouveau rapport de forces. Comme Lénine l'a dit dans « *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* » : « *Ce qui est l'essence même de l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie.* »

L'Union soviétique, qui a évolué en social-impérialisme, et s'appuie sur une puissance militaire qui s'enfle très rapidement, s'est jetée dans la mêlée pour un nouveau partage du globe. La situation apparue après la Seconde Guerre mondiale, dans laquelle les États-Unis étaient la seule puissance dominante, a fait place à une nouvelle situation de rivalité pour l'hégémonie mondiale entre USA et URSS.

Cette concurrence s'étend sur tout le globe, sous forme de lutte ouverte ou larvée, chacune des deux superpuissances essayant de s'emparer du maximum, de saper les fondations de l'autre et ce, en utilisant tous les moyens.

Dans cette lutte pour l'hégémonie, le social-impérialisme soviétique se caractérise par une plus grande férocité. Ceci est dû au fait que la bourgeoisie monopoliste bureaucratique d'Union soviétique, contrôlant directement tous les secteurs vitaux de l'économie, est en mesure de jeter dans la bataille toutes les forces économiques dont elle dispose. Ces forces jointes aux forces politiques, militaires, permettent à l'Union soviétique d'être à l'offensive, malgré son relatif retard sur le plan économique.

Si l'on regarde les événements de ces derniers mois dans le monde, on constate l'importance de l'offensive soviétique : coups d'État organisés en Afghanistan et au Yémen du Sud, intervention militaire directe ou par mercenaires cubains interposés en Éthiopie et au Zaïre, soutien direct à l'agression vietnamienne contre le Kampuchea démocratique, etc... De tout cela aucune trace dans le livre « L'URSS et nous » !

Aujourd'hui, il faut reconnaitre que les dirigeants sociaux-impérialistes de l'Union soviétique marchent sur les traces d'Hitler, qu'ils veulent, comme lui, conquérir le monde. Ils sont d'autant plus dangereux qu'ils affichent l'étiquette de « socialisme », d'« internationalisme », qu'ils déploient l'écran de fumée de la « détente » et de la « sérurité ».

Non, l'URSS n'est pas un pays socialiste, qui n'aspire pas à dominer le monde, comme le prétendent les auteurs de « L'URSS et nous ». Leur livre contribue, globalement, a cacher la véritable nature de l'Union soviétique, celle d'un pays capitaliste, impérialiste, de la superpuissance aujourd'hui la plus agressive, du principal foyer d'une troisième guerre mondiale.

Mais, partout dans le monde, au fur et à mesure que se développe l'offensive du social-impérialisme, ses menaces, ses ingérences, ses interventions, les peuples prennent conscience de sa véritable nature, s'organisent pour y faire face et engagent la lutte.

Malgré sa formidable force militaire, l'avenir n'appartient pas au social-impérialisme, mais aux peuples du monde !

Pierre BAUBY

Dans sa résolution que nous reprenons à notre compte « Sur la lutte contre les deux superpuissances et le danger de guerre », le troisième congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France, précisait :

« Entre les deux superpuissances, la balance n'est pas égale du fait de leur situation historique différente. Les USA représentent un impérialisme installé, la plus grande puissance du monde capitaliste, ses moyens économiques sont sans commune mesure avec ceux des autres puissances impérialistes et beaucoup plus puissants que ceux du jeune social-impérialisme. Ils ont des positions à défendre dans le monde entier et leur pénétration économique se fait particulièrement sentir en Europe de l'Ouest.

« L'URSS, quant à elle, est un impérialisme jeune, empêtré dans des difficultés économiques insolubles et qui, dans le vain espoir de les résoudre, n'a pas d'autre solution que l'expansion impérialiste. Elle a des positions à gagner et ce ne peut être qu'en s'attaquant à l'hégémonie américaine, particulièrement en Europe, au potentiel économique tentant.

« Pour conquérir ces positions, l'URSS n'a pas les moyens économiques des USA, bien qu'elle recourt aux mêmes méthodes de pénétration qu'eux ; seule la guerre lui permettrait d'étendre son hégémonie.

« Aujourd'hui, du fait de l'extraordinaire effort de guerre de l'URSS, le rapport de force militaire évolue en sa faveur. Cela la pousse à exiger un repartage du monde à la mesure de ses forces nouvelles.

« Voilà pourquoi l'URSS est le principal foyer de guerre dans le monde.

« La rivalité des deux superpuissances pour l'hégémonie mondiale rend inévitable une troisième guerre mondiale, mais la lutte révolutionnaire des peuples du monde peut contribuer à la retarder, permettant ainsi le renforcement du front uni mondial anti-hégémonique et l'affaiblissement des deux superpuissances. »

Directrice de publication : Suzanne Marty — Commission paritaire No 57952 — Distribution NMPP — Imprimerie La Nouvelle — Dépôt légal : 3e trimestre 1978